

périté décroître. Il y a deux millions de chômeurs en Grande-Bretagne.

### LA GUERRE ET L'ETAT

La guerre, pour détruire, exige des soldats et des armes ; des soldats qu'il faut équiper, des armes qu'il faut fabriquer.

C'est l'Etat qui est l'entrepreneur de la guerre. C'est à lui qu'incombe le recrutement et l'entretien des troupes.

Pour les soldats, c'est facile. Il y a la loi, l'éducation, la presse... Deux et deux font quatre. On mobilise les hommes.

Pour le ravitaillement, l'équipement, l'armement, le problème est plus compliqué.

Le riz, le vin, les obus, les fusils sont des marchandises que l'Etat ne possède pas. Elles ne peuvent être mises au service de l'Etat que par un travail social. Mais le travail social obéit à des lois, aux lois économiques du capitalisme.

Les matières premières, les produits fabriqués, les moyens de fabrication sont la propriété particulière d'individus, de familles, de groupes d'individus.

Le droit, qu'a charge de défendre l'Etat, consacre cette propriété. La guerre n'est-elle pas la guerre du Droit ?

Aussi pour faire la guerre — qui est la conséquence de rivalités capitalistes, et qui est aussi la défense de l'ordre capitaliste — l'Etat traite avec les capitalistes, comme un simple marchand. Il conclut des marchés avec les métallurgistes, les marchands de vin.

Il leur achète ce qu'ils possèdent, ce qu'ils produisent, selon les règles — ou mieux selon le dérèglement — de l'économie capitaliste. En échange des marchandises qu'ils lui cèdent, il doit — comme vous et moi chez l'épicier — déboursier le prix qui exprime la valeur des objets.

Où l'Etat peut-il prendre l'argent qui équivalra au montant de toutes les factures qui lui reviennent. Il est l'économe de 7 millions d'hommes matriculés, dont l'entretien seul doit bien coûter cinq francs par jour et par unité.

Son budget ne lui fournit aucune ressource ; il suffit à peine à faire fonctionner mal les administrations qui matérialisent la Loi et la Force publique.

Le papier-monnaie ? Mais qu'est-ce que trente milliards de papier-monnaie, quand il faut dépenser trente fois dix milliards. Il ne possède la monnaie qu'une fois. Le jour où il l'émet. Dès qu'il a soldé le montant d'une facture d'obusier — et Dieu sait le chiffre de ces factures ! — ce papier-monnaie devient la richesse — illusoire — du fournisseur.

L'emprunt, « espoir suprême et suprême pensée », est sa seule ressource. Pour payer ses dettes, il doit en contracter d'autres. C'est ce qu'il fit ; c'est ce qu'il continue de faire.

Le capitalisme, en ces différents éléments producteurs, fournit à l'Etat ce dont il a besoin. Et pour payer les marchandises que consomme l'Etat, dans la guerre, le capitalisme, en ses éléments financiers, offre à l'Etat l'argent qui lui est nécessaire.

Au fond, l'Etat n'est qu'un bouc émissaire. C'est le capitalisme qui paie momentanément les frais de la guerre.

A combien s'élèvent pour la France ces frais de guerre ? Nous emprunterons au discours de M. Bokanowski, rapporteur général de la Commission des Finances, quelques chiffres qui illustreront la situation financière de l'Etat.

En 1913, la dette intérieure s'élevait à 32 milliards. En 1922 elle s'élève à 253 milliards.

A cette somme il faut ajouter le montant de notre dette extérieure. Calculée au cours du 21 octobre, elle représentait 87 milliards. Elle dépasse aujourd'hui 130 milliards !

Quels sont les éléments de la dette intérieure ?

Ancienne dette intérieure : 32 milliards.

Frais de guerre : 131 milliards.

Réparations aux personnes et aux biens que le Traité avait mises à la charge de l'Allemagne : 90 milliards.

Où l'Etat trouvera-t-il ces sommes inimaginables ? dans quels portefeuilles ? Dans quelle classe ?

Est-ce auprès du prolétariat, qui même quand son salaire dépasse la moyenne ne reçoit que ce qui est nécessaire à sa subsistance, à la conservation de l'instrument de production qu'il représente.

Non. Seuls ceux qui possèdent avancent de l'argent. Ceux qui, fournisseurs de l'Etat, réalisaient des bénéfices dans leurs marchés avec lui, transformèrent ces bénéfices en bons de la défense ou en rentes françaises.

Les banques furent naturellement à la tête des prêteurs. L'argent qui est en dépôt dans leurs caisses se transforma vite en bons de la défense, qui rapportent 6 0/0 d'intérêt. Si bien que le portefeuille bancaire, qui représente des milliards est peut-être aujourd'hui composé pour le tiers, la moitié, les trois quarts de bons du Trésor.

La Banque Privée par exemple avait son portefeuille composé de bons du Trésor dans la proportion de 79 0/0 en 1918-1919. Les entreprises industrielles, commerciales, engageaient leurs disponibilités dans les emprunts d'Etat.

*Ainsi, la Compagnie Française des Câbles Electriques, au capital de 16 millions, possédait en 1920, dans son portefeuille :*

*Bons de la Défense Nationale : 20.583.198 02.*

*205.482 fr. de Rente française à 6 0/0 représentant un capital de 13.424.700.*

*Le Nord-Sud en possédait en 1919: 3.115.000.*

*La Compagnie des Forges de Châtillon, Commentry et Neuves-Maisons au 31 décembre 1919 déclare avoir en portefeuille 55.266.444 fr. dont la presque totalité en Rentes Françaises 5 0/0 et 4 0/0 et Bons de la Défense Nationale.*

*La Compagnie Française des Procédés Thomson-Houston au 31 décembre 1920 déclarait disposer en Rentes Françaises et Bons de la Défense Nationale : 10.979.436.*

*La Compagnie Générale Transatlantique, B. D. N. : 52.780.000 ; Rentes Françaises : 9.208.402 56.*

*La Société Navale de l'Ouest au 31-12-19: 42.752.960.*

Que disent ces chiffres ? C'est que l'Etat est tributaire du capitalisme qui est son créancier. L'Etat s'efface nécessairement devant le capitalisme.

Ils disent aussi que derrière la situation désespérée de l'Etat, il y a l'angoisse du capitalisme qui sait la solidarité profonde qui le lie au sort de l'Etat.

Il s'agit de centaines de milliards. Il s'agit de centaines de milliards qui représentent des marchandises gaspillées dans la guerre, qui représentent de la richesse réelle détruite, disparue. L'Etat les a payées à ceux qui les possédaient : avec quoi ? avec l'argent du capitalisme. Le capitalisme s'est payé lui-même ! C'est lui qui supporte les frais de la guerre jusqu'à présent. Evidemment, les capitalistes touchent de l'Etat l'intérêt de ces sommes. Certes, les capitalistes espèrent que l'Etat leur remboursera. Mais ce que nous voulons marquer, c'est la solidarité totale de l'Etat et du capitalisme dans la situation financière présente.

Vous comprenez l'inquiétude de M. Loucheur ! M.